

Le droit des ouvriers de Florange, c'est : aucun licenciement, maintien intégral des salaires !

Pour cela : expropriation sans indemnité d'ArcelorMittal sous contrôle ouvrier !

À NOUVEAU, LE GOUVERNEMENT HOLLANDE AYRAULT CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le 26 novembre, le ministre Arnaud Montebourg avait envisagé une opération de nationalisation temporaire, c'est-à-dire de rachat à ArcelorMittal avec l'argent public, environ 1 milliard d'euros, d'une partie de l'usine de Florange (Moselle), uniquement celle qui n'est pas rentable.

Cette proposition n'avait évidemment rien à voir avec une expropriation. Par certains cotés, elle se présentait même comme une opération d'union nationale contre « la domination du capital étranger », d'où un soutien allant jusqu'au Front national.

Mais le seul mot de nationalisation peut donner aux ouvriers l'idée de s'attaquer au capital.

Pour cette raison, le 29 novembre, la porte-parole du grand capital a décrété qu'il ne fallait en aucun cas mettre en cause la propriété privée des capitalistes au nom de l'intérêt des producteurs et de la société :

C'est une expropriation. Ébranler le principe du droit de propriété comme ça, à la va-vite, c'est très grave et en plus c'est très coûteux. Il faut raison garder et je ne doute pas que le président de la République soit beaucoup plus raisonnable que le ministre Montebourg. (Laurence Parisot, L'Usine nouvelle, 29 novembre)

Comme d'habitude, Hollande et Ayrault ont obéi au Medef. Le 3 décembre, François Hollande, confirmant les déclarations du Premier Ministre sur l'accord passé avec ArcelorMittal sur l'avenir du site de Florange, a affirmé :

Premièrement, il n'y aura pas de plan social, deuxièmement il y aura des investissements sur le site, troisièmement il y a cette volonté de porter le projet Ulcos sur la table de la Commission européenne

avec la perspective de pouvoir travailler sur le site de Florange avec un vrai projet industriel », et il a ajouté : « Je me place dans l'hypothèse où tout sera fait pour que ces trois objectifs puissent être atteints.

L'accord en question, c'est tout simplement le plan des patrons d'ArcelorMittal. Le patron fermera les hauts-fourneaux de Florange car ceux de Fos (Bouches-du-Rhône) et de Dunkerque (Nord) lui suffisent. Il restructurera à sa guise, comme l'annonce le 10 décembre la décision du transfert d'activités de Basse Indre (Loire Atlantique) à Florange. Laksmi Mittal vient même d'ajouter qu'il se retirait du projet Ulcos.

Il n'y a aucune garantie d'emploi.

POUR DES MESURES OUVRIÈRES CONTRE LA FERMETURE DE FLORANGE

En quoi les travailleurs de l'usine de Florange, ceux de Fos-sur-Mer, de Dunkerque, de Basse-Indre, du Creusot, les 20 000 salariés d'ArcelorMittal en France, les 260 000 dans le monde entier sont-ils responsables de l'impasse du capitalisme ?

Le droit des ouvriers de Florange et de toutes les usines de la métallurgie, c'est : aucun licenciement, maintien intégral des salaires !

Le droit des ouvriers de Florange qui ont fait, avec ceux des autres usines, par leur travail, la richesse d'Arcelor-Mittal, c'est : expropriation pure et simple sous contrôle ouvrier de tout le site de Florange et de tout ArcelorMittal ! Aucun rachat ni indemnité !

Les capitalistes et les banquiers vont crier au vol ? Mais c'est l'exploitation des ouvriers pendant des années, tant que le profit attendu est suffisant, qui est du vol !



Les capitalistes et les banquiers vont crier à une insupportable violence ? Mais c'est le renvoi de milliers d'ouvriers, la misère pour toute une région qui est une violence insupportable !

Ce ne sont certainement pas François Hollande et son gouvernement qui vont prendre ces mesures. Au contraire, ils viennent une fois de plus de démontrer, non seulement qu'ils étaient du côté des patrons, mais aussi qu'ils cherchaient à tromper les ouvriers en leur faisant prendre des vessies pour des lanternes !

L'invitation faite aux organisations syndicales de participer à un « comité de suivi de l'accord » aboutit à leur demander de participer à la mise en place d'un accord intégralement contre les ouvriers :

Dirigeants des syndicats, sortez du « comité de suivi » ! Aucune négociation des plans d'ArcelorMittal et du gouvernement !

Face à Mittal et au gouvernement, les dirigeants syndicaux doivent cesser les opérations symboliques dispersées et inefficaces.

Dirigeants des syndicats, appelez à la grève totale de tout le groupe ArcelorMittal pour le maintien de tous les emplois et pour l'intégralité des salaires, pour l'expropriation sans indemnité ni rachat.

Il faut s'organiser, nous rassembler, constituer des comités d'action pour défendre ces objectifs.

IL NE PEUT Y AVOIR DE PLAN QUI SATISFASSE À LA FOIS LES INTÉRÊTS DES OUVRIERS ET CELUI DES PATRONS

Les capitalistes et le gouvernement expliquent qu'il n'y a pas d'autre solution puisque c'est la crise. Et, au nom de la crise, le gouvernement veut augmenter en 2014 de 10 milliards d'euros la TVA qui pèse surtout sur les travailleurs

et faire cadeau de 20 milliards d'impôts aux capitalistes.

La vérité, c'est que le gouvernement n'est pas celui du « redressement productif », mais celui du redressement des profits. La vérité, c'est que le capitalisme est en train de précipiter toute la société dans une crise effroyable, et la situation en Espagne, au Portugal ou en Grèce montre tout simplement ce qui nous attend.

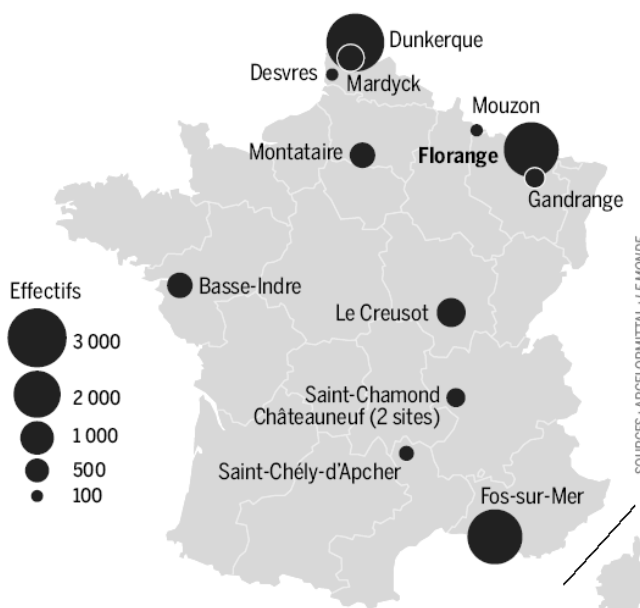
La vérité, c'est que les capitalistes et tous les gouvernements à leur service divisent les travailleurs, entre ceux des hauts fourneaux et ceux de la « filière froide » de l'usine de Florange, entre ceux de Florange et ceux de Basse-Indre, entre Français et immigrés, entre ceux de France et ceux des autres pays.

Les producteurs sont soumis à l'exploitation et à la précarité

si la propriété privée est respectée. Seule l'unité des travailleurs, organisés en comités d'action sur tous les sites, quelle que soit leur nationalité, contre le patron d'ArcelorMittal et tous les patrons de la métallurgie, peut arracher l'expropriation pure et simple d'ArcelorMittal.

Seul un gouvernement ouvrier, issu de la lutte de classe, s'attaquant résolument au capitalisme, seule la constitution des États-Unis socialistes d'Europe pourraient commencer à organiser la production en fonction des besoins de la société et non plus des impératifs du profit.

Seule la révolution socialiste mondiale fera cesser la concurrence entre les travailleurs des différents pays qu'organisent les capitalistes et mettra en place une coopération et un développement respectueux des hommes et de l'environnement.



8 décembre 2012